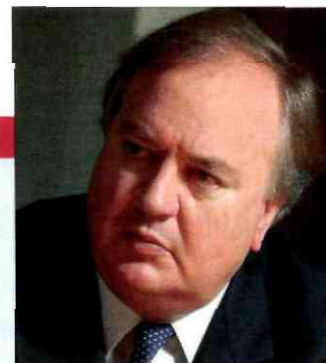


L'ÉDITORIALISTE

Denis Kessler



Vive le surréalisme !

Notre pays est la patrie du surréalisme, en art comme en politique ! Jarry avait vu juste en inventant Ubu roi, dont le règne se poursuit avec majesté... Le débat en cours sur l'austérité illustre une nouvelle fois la difficulté que la France a d'accepter la réalité des faits et des chiffres. Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent avec force pour réclamer la fin de l'austérité et condamner, dans le même mouvement, l'Allemagne qui nous l'imposerait ! Austérité, vous avez dit austérité ? Comme c'est bizarre...

Parmi les très nombreuses ambiguïtés de la dernière élection présidentielle figure en bonne place le slogan selon lequel il fallait « en finir avec la politique d'austérité poursuivie par Nicolas Sarkozy ». La nouvelle majorité allait changer de cap, et on allait voir ce qu'on allait voir. Le problème, c'est que le dernier quinquennat n'a absolument pas été placé sous le sceau de l'austérité, bien au contraire. Qu'il s'agisse des dépenses publiques ou des dépenses sociales, elles ont augmenté de 2007 à 2012 sans discontinuer. Qu'on en juge : les dépenses collectives sont passées en France de 52,6% à 56,6% du PIB, et elles dépassaient l'année dernière celles de l'Allemagne de 11,6 points de PIB – au lieu de « seulement » 9,1 points en 2007... Et elles ont été en France financées à crédit – d'où l'envolée de la dette publique –, alors que les prélèvements obligatoires atteignaient déjà des sommets, battus depuis par la nouvelle majorité. Le revenu disponible brut des ménages a augmenté continuellement de 2007 à 2012. Et le pouvoir d'achat a lui aussi crû sur la période, en dépit de sa légère érosion en 2012 avec les hausses d'impôts... mais l'alternance avait déjà eu lieu. Le montant des rémunérations des salariés des administrations publiques a progressé de près de 10% de 2007 à 2011, alors que les investissements de l'Etat ont stagné au cours de la même période. On peut affirmer que le dernier quinquennat a été caractérisé par une forte protection du revenu des ménages, au prix d'un gonflement des déficits publics et des déficits extérieurs, et au détriment des entreprises, dont les marges se sont effondrées. Recourir au terme d'austérité pour qualifier la politique suivie de 2007 à 2012 est risible.

Et recourir au même terme pour qualifier la politique poursuivie depuis un an par la nouvelle majorité est tout aussi erroné. La réduction des déficits depuis mai 2012 s'est faite quasi exclusivement par une augmentation des prélèvements obligatoires frappant prioritairement les entreprises, leurs

dirigeants et leurs cadres, certainement pas par une réduction des dépenses des administrations publiques. D'après les projections de la Commission européenne, les dépenses publiques vont augmenter en France jusqu'à 57% du PIB en 2013 et rester à ce niveau incroyable en 2014, alors qu'en moyenne elles baissent dans la zone euro ! Au cours de ces deux mêmes années, les prélèvements obligatoires en France vont encore augmenter. Et les objectifs de réduction des déficits budgétaires s'éloignent...

La politique d'austérité n'a pas commencé en France, sauf malheureusement pour les entreprises du secteur marchand, sans cesse davantage ponctionnées, et pour leurs cadres, cibles principales de la folie fiscale (taxes spoliatrices sur l'intéressement, sur les salaires, sur les actions de performance, sur les options d'achat d'actions, alourdissement de l'ISF...). Et l'on s'étonne que le secteur productif, soumis à une incroyable pression fiscale et sociale, et à un aiguisement sans précédent de la concurrence internationale, s'étiole, s'essouffle, s'asphyxie, réduise l'investissement et soit obligé de se restructurer pour dégager des gains de productivité... immédiatement confisqués par l'Etat, les collectivités locales et la Sécurité sociale. Et l'on s'étonne de la montée du chômage... Ubu, explique-leur, c'est surréaliste.

La vraie austérité est plus que jamais nécessaire pour sortir du cercle vicieux dans lequel est entré notre pays. Mais il faut préciser son contenu. Elle passera par une réduction des dépenses publiques, confortée par des réformes structurelles profondes, trop longtemps différées, dans tous les domaines (organisation de l'Etat, 35 heures, âge de la retraite, fonctionnement du marché du travail, assurance-maladie, statut de la fonction publique...), voie prioritaire de réduction de la dette, en soutenant le secteur productif seul susceptible de restaurer la croissance et d'améliorer la situation de l'emploi. Bref, pour sortir de la crise, maintenir l'euro, il est urgent de commencer une véritable politique d'austérité pour l'Etat, en allégeant significativement celle imposée aux entreprises marchandes et à leurs salariés. Et s'opposer derechef aux propos surréalistes des marchands d'illusion irresponsables qui voudraient mettre fin à une politique qui n'a pas commencé, au nom des effets pervers qu'elle aurait produits !

Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour exiger de mettre fin à une austérité... qui n'a même pas commencé.